



CHILLY-MAZARIN

Accusé de réception en préfecture
091-219101615-20210629-D212906-3-DE
Date de télétransmission : 07/07/2021
Date de réception préfecture : 07/07/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU MARDI 29 JUIN 2021

Nombre de membres

en exercice : 35

Présents : 32 jusqu'au point n°8 – 31 du point n° 9 au point n°20.

Représentés : 3

Excusé : /

Absent : aucun jusqu'au point n°8 - 1 à partir du point n° 9

L'an deux mille vingt-et-un, le vingt-neuf juin à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

PRÉSENTS : MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET, MME LOYAU, M. CRUSE, MME GREMION, M. JANUS, MME RICCIARELLI, M. DELIANCOURT, MME LE PALUD, ADJOINTS ; MM. SERRES, HAMONIC, MMES BOUGE, MICHON, YENKETRAMDOO, MORIEZ, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, POLICE, BOUKOUNA, DEBBI, MME HADJIAT, M. FERYN, MME TERRINE ; MME CINOSI-GIRARD, MM. BOUCHE, RIBEIRO-CAPITAO, MMES LACARRIERE-FARGES JUSQU'AU POINT N°8, LEANZA, M. RODRIGUES, MME BERNIER, FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

REPRÉSENTÉS :

MME NAOUM-GHAZIEFF..... POUVOIR A M. DEBBI

M. SOUSA POUVOIR A M. RICCARDI

MME SICSIC POUVOIR A MME CINOSI-GIRARD

EXCUSÉ : /

ABSENTE : C. LACARRIERE-FARGES A PARTIR DU POINT N°9

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Kenza HADJIAT ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

D212906-3

Demande d'autorisation environnementale de rejet des eaux pluviales du groupe Aéroport de Paris (ADP) : avis de la commune.

**OBJET : DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE DE REJET DES EAUX PLUVIALES
DU GROUPE ADP : AVIS DE LA COMMUNE.****RAPPORTEUR : KARINE GREMION****NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE**

Le groupe Aéroport De Paris a déposé auprès de la Préfecture, le 20 janvier 2020, une demande d'autorisation environnementale au titre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques pour le renouvellement de son autorisation de rejet des eaux pluviales. Elle inclut dans sa demande le projet de développement de la plateforme aéroportuaire intitulée Orly Parc-Ouest, sur le territoire d'Athis-Mons. Ce dernier est un parc immobilier polyvalent d'activités artisanale, industrielle et de petite logistique.

Par arrêté inter-préfectoral n° 2021/PREF/DCPPAT/BUPPE/104 du 26 avril 2021, les Préfets de l'Essonne et du Val-de-Marne ont prescrit l'enquête publique relative à cette demande. Celle-ci se déroule du 28 juin au 28 juillet 2021 inclus.

Par courrier reçu en mairie le 2 juin 2021, la Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial a transmis cet arrêté, accompagné du dossier d'enquête publique, et sollicite l'avis de la Commune de Chilly-Mazarin, au plus tard 15 jours après la clôture de l'enquête.

Parmi les avis émis, celui de la Mission régionale d'autorité environnementale Ile-de-France, en date du 16 octobre 2020, contient diverses recommandations, auxquelles le groupe Aéroport De Paris a répondu par mémoire de mars 2021, joint au dossier d'enquête.

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé aux membres du Conseil Municipal de Chilly-Mazarin d'émettre, par délibération suivante, un avis sur la demande d'autorisation environnementale du groupe Aéroport De Paris.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'environnement,

VU l'arrêté inter-préfectoral n° 2011-DDT-SE-309 du 18 septembre 2011 autorisant le rejet des eaux pluviales de la plateforme aéroportuaire d'Orly sur le territoire des communes d'Athis-Mons, Vigneux-Sur-Seine, Ablon-Sur-Seine, Alfortville, Choisy-Le-Roi, Ivry-Sur-Seine, Orly, Villeneuve-Le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges et Vitry-Sur-Seine,

VU la demande en date du 20 janvier 2020, par laquelle le groupe Aéroport De Paris sollicite une autorisation environnementale au titre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques pour le renouvellement de son autorisation de rejet des eaux pluviales, ainsi que son projet de développement de la plateforme aéroportuaire intitulée Orly Parc-Ouest, sur le territoire d'Athis-Mons,

VU l'arrêté inter-préfectoral n° 2021/PREF/DCPPAT/BUPPE/104 du 26 avril 2021 portant ouverture d'enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale concernant la demande de renouvellement de l'arrêté inter-préfectoral n° 2011-DDT-SE-309 du 18 septembre 2011 et les opérations de développement de la plate-forme aéroportuaire de Paris-Orly (projet Orly Parc Ouest sur la commune d'Athis-Mons),

VU l'avis de la Commission Urbanisme, transition écologique, aménagement urbain et mobilités du 15 juin 2021,

CONSIDERANT que l'enquête publique de **la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe)** du 28 juin 2021 au 28 juillet 2021 inclus, et que la consultation des dossiers et du registre d'enquête aura lieu aux Mairies d'Athis-Mons, d'Orly et de Wissous,

Accusé de réception en préfecture
N° 2021-200000000-2021-06-20-DE
Date de télétransmission : 07/07/2021
Date de réception en préfecture : 07/07/2021

CONSIDERANT que la ville de Chilly-Mazarin est située dans le périmètre de l'installation concernée,

CONSIDERANT que l'article R. 512-46-11 du Code de l'environnement, impose à la Commune, siège de l'enquête publique et aux communes limitrophes, de formuler un avis sur le projet en cours, dans un délai de 15 jours suivant la clôture de l'enquête,

CONSIDERANT le dossier soumis à enquête publique,

D É L I B E R E

ARTICLE 1 : EMET un avis favorable sur la demande du Groupe Aéroport De Paris d'autorisation environnementale au titre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques pour le renouvellement de son autorisation de rejet des eaux pluviales, ainsi que son projet de développement de la plateforme aéroportuaire intitulée Orly Parc-Ouest, sur le territoire d'Athis-Mons.

ARTICLE 2 : DEMANDE la prise en compte des recommandations de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) dans son avis du 16 octobre 2020 sur le projet d'aménagement de la zone d'activités Orly Parc situé à Athis-Mons, afin d'améliorer la conception du projet, notamment :

- *Élargir le périmètre du projet soumis à évaluation environnementale. Ce périmètre doit, à tout le moins, intégrer l'ensemble de la zone d'activités Orly Parc, en tant qu'entité géographique cohérente, amenée à évoluer selon un objectif partagé, ce qui suppose de présenter le projet global (extensions mais aussi mutation de la zone centrale), en intégrant notamment les éventuels relais d'activité suite aux délocalisations.*
- *Clarifier, au sein de l'étude d'impact, l'occupation du site et son évolution depuis 2018, notamment au regard de l'imperméabilisation des sols.*
- *Redéfinir le scénario de référence, au regard duquel sont évalués les impacts du projet en situation future, en tenant compte de l'état des sols avant 2018.*
- *En matière de réduction d'imperméabilisation des sols :*
 - *Étudier la possibilité d'accueillir tout ou partie des activités projetées au sein du Parc central, compte tenu des perspectives d'évolution de ce dernier.*
 - *Expliquer en détail pourquoi les principes d'aménagement, plus sobres en surfaces imperméabilisées, développées dans les variantes du projet, n'ont pas été retenus.*
 - *Justifier la nécessité de 524 places de stationnement pour les véhicules légers (très supérieur au flux généré estimé à 140 véhicules en heure de pointe).*
 - *Préciser les caractéristiques et analyser l'intérêt écologique des futurs espaces verts, au sein du projet et dans leurs relations à ceux d'Orly Parc et aux espaces libres environnants.*
- *Après redéfinition du scénario de référence, mener une analyse détaillée des impacts du projet sur le paysage, fondée sur la conception du plan masse (orientation du bâti, trame viaire, composition végétale, etc.) et dans ses relations avec le quartier, sur l'aspect de la clôture ainsi que sur le caractère architectural des bâtiments. Cette étude doit permettre de justifier les choix d'aménagement et de construction au regard du cadre de vie en situation future.*
- *Mieux justifier la manière dont la conception du projet – dans son emprise, son accès et dans ce qu'il offre à l'espace public environnant – contribue à favoriser l'usage des modes actifs : amélioration des accès aux stations de transports en commun (en particulier au tramway), facilitation des accès par les modes actifs, cycles et marche à pied, etc. L'absence d'un accès piéton et cycliste à l'ouest doit être dûment justifié à cet égard.*

- *Revoir l'étude sur la circulation afin de mieux évaluer l'impact du flux des véhicules légers et poids lourds produit par le projet suivant les différentes hypothèses d'évolution de l'ensemble d'Orly Parc, à commencer par celle, la plus défavorable, où des activités ne seraient pas délocalisées ou bien seraient remplacées par d'autres générant un flux de circulation au moins équivalent.*
- *Justifier que le site est ou n'est pas concerné par les risques induits par la présence du site SEVESO seuil haut situé à environ 200 m du parc central et à 850 m du secteur ouest.*

Résultat du vote : UNANIMITE.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Extrait certifié conforme.

Chilly-Mazarin, le 29 juin 2021



**La Maire,
Rafika REZGUI**